

Rapport sur les
Ateliers de capitalisation sur les bonnes pratiques et leçons apprises dans le
secteur sécurité alimentaire
Août-Septembre 2017

Haiti



Financé par
l'Union européenne
Aide humanitaire

Préparé par
Jeffrey S. Klenk
www.jeffklenk.com
Port au Prince
Septembre 2017

Contents

Remerciements.....	4
Sigles et Abréviations.....	5
Introduction	7
Contexte du projet de capitalisation	8
Objectifs.....	8
Méthodologie.....	9
Participation :.....	9
Recommandations	10
1. Structures et processus de coordination	10
2. Leadership.....	11
3. Communications & partage d'informations	11
4. Eléments de préparation	12
5. Préoccupations de ressources	13
6. Standards	14
7. Fiabilité de données.....	14
8. Participation aux activités coordonnées.....	15
9. Utilisation du cash.....	15
10. Liens entre humanitaire et développement du secteur sécurité alimentaire.....	16
Constats principaux des trois ateliers.....	17
1. Structures et processus de coordination	17
2. Leadership.....	18
3. Communications & partage d'informations	19
4. Eléments de préparation	19
5. Préoccupations de ressources	19
6. Standards	20
7. Fiabilité de données.....	20
8. Participation aux activités coordonnées.....	21
9. Utilisation du cash.....	21
10. Liens entre humanitaire et développement du secteur sécurité alimentaire.....	22
Notes des trois ateliers de capitalisation.....	23

Notes de l'atelier aux Cayes.....	23
Session 1.1. Ouverture.....	23
Session 1.2. Coordination en Haïti.....	23
Session 1.3. Coordination opérationnelle du secteur dans les opérations d'urgence récentes.....	23
Session 1.4. Préparation aux urgences au niveau sectoriel : Succès/défis/bonnes pratiques.....	26
Session 2.1. Actions concrètes d'améliorer la coordination du secteur sécurité alimentaire.....	27
Session 2.2. Cyclone Matthew et de la Sècheresse.....	28
Session 2.3. Cyclone Matthew et de la Sècheresse : Succès/défis/améliorations.....	30
Session 2.4. Défis opérationnels et recommandations en matière des interventions SA.....	31
Notes de l'atelier à Gonaïves.....	33
Session 1.1. Ouverture.....	33
Session 1.2. Coordination en Haïti.....	33
Session 1.3. Coordination opérationnelle du secteur dans les opérations d'urgence récentes.....	33
Session 1.4. Préparation aux urgences au niveau sectoriel.....	35
Session 2.1. Actions concrètes d'amélioration de la coordination du secteur SA.....	36
Session 2.2. Réponse au Cyclone Matthieu (Groupe 1).....	36
Session 2.2. Réponse à la Sècheresse (Groupe 2).....	37
Session 2.3. Cyclone Matthew et de la Sècheresse.....	39
Notes de l'atelier à Port-au-Prince.....	41
Session 1.1. Ouverture.....	41
Session 1.2. Coordination en Haïti.....	41
Session 1.3. Coordination opérationnelle du secteur dans les opérations d'urgence récentes.....	41
Session 1.4. Préparation aux urgences au niveau sectoriel.....	43
Session 2.1. Actions concrètes d'amélioration de la coordination du secteur.....	45
Session 2.2. Cyclone Matthew et de la Sècheresse.....	46
Session 2.3. Cyclone Matthew et de la Sècheresse : Succès/défis/améliorations :.....	48
Annexe A. Agenda des ateliers.....	50

Remerciements

J'adresse mes remerciements à tous les membres du « Secteur Sécurité Alimentaire » pour votre accueil, et de m'avoir permis de participer dans un travail si important aux futures opérations humanitaires en Haïti.

Mes sincères remerciements en particulier à M. Ernest-Moise MUSHEKURU, Coordonnateur, Secteur de la sécurité alimentaire, FAO Haïti, pour votre orientation claire, votre professionnalisme et surtout votre patience, ce qui m'a permis d'entreprendre cette importante consultation.

Jeff Klenk
www.jeffklenk.com

Sigles et Abréviations

ACF	Action Contre la Faim
ASEC	Assemblée de la Section Communale
BAC	Bureau Agricole Communale
CNSA	Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
COUC	Centre d'Opération d'Urgence Communale
COUD	Centre d'Opération d'Urgence Départementale
COUL	Centre d'Opération d'Urgence Locale
COUN	Centre d'Opération d'Urgence Nationale
DDA	Direction Départementale Agricole
DINEPA	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement
DPC	Direction de la Protection Civile
ECHO	Opérations d'Aide Humanitaire Européennes
FAO	Food and Agricultural Organisation
FCS	Food Consumption Score
FEWSNET	Famine Early Warning Systems Network
GTSAN	Groupe Technique de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
HDDS	Household Dietary Diversity Score
HEA	Household Economy Approach (analyse économique des ménages)
IHSI	Institut Haïtien des statistiques et de l'informatique
IMF	Institution de Microfinance
IPC	Integrated Phase Classification
MAST	Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MDE	Ministère de l'Environnement
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
OB	Organisation de Base
OBSAN	Organisation de Base – Sécurité Alimentaire et Nutrition
OCB	Organisation Communautaire de Base
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des affaires humanitaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
RH	Ressources humaines
SA	Sécurité Alimentaire
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutrition

SIMAST	Système d'information du ministère des Affaires sociales et du Travail
SMIN	Santé maternelle et infantile et Nutrition
TS	Table Sectorielle
USAI	Unité des Statistiques Agricoles et Informatique
USAID	United States Agency for International Development

Introduction

En Haïti, la coordination nationale et sous-nationale du secteur sécurité alimentaire est assurée par la CNSA, une entité du gouvernement attachée au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR). La CNSA est dirigée par un Coordinateur basé dans la capitale Port-au-Prince, alors que dans les départements, cette structure est représentée par les secrétaires techniques. Différents partenaires internationaux tels que le PAM, FAO, FEWSNET apportent un appui technique aux opérations de la CNSA notamment en ce qui concerne les analyses situationnelles. La CNSA et ses partenaires, entretiennent des relations avec différents ministères et services techniques tels que l'Institut Haïtien des statistiques et de l'informatique (IHSI), l'Unité des Statistiques Agricoles et Informatique (USAI), la Direction Départementale Agricole (DDA).

Sur le plan stratégique et programmatique, la mission de la CNSA est de faire un lien avec les autorités gouvernementales notamment dans la mise en place des politiques de la SAN (sécurité alimentaire et nutritionnelle), articulation et coordination des actions, appuyer les concertations multisectorielles en lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les secrétariats départementaux de la CNSA ont pour mission principale, d'appuyer l'élaboration des plans de la SAN, l'établissement des lignes directrices, le suivi-évaluation de la mise en œuvre de la réponse ainsi que faciliter les échanges et coordination entre partenaires.

En ce qui concerne le partage des informations, ceci focalise sur les alertes précoces, études et analyses diverses sur l'insécurité alimentaire.

En 2010 et 2016, le pays a été fortement touché respectivement par le tremblement de terre et le cyclone Matthieu, sans compter la crise de sécheresse qui perdure depuis plus de 3 ans. Ces différentes crises ont été à la base de la mobilisation des différents partenaires en vue d'appuyer les actions du gouvernement à répondre aux multiples besoins auxquels ont fait face les personnes affectées.

L'idée d'un atelier de capitalisation sur les bonnes pratiques et leçons apprises a été plusieurs fois soulevée par les partenaires du secteur sécurité alimentaire. En vue de répondre à cette demande, la CNSA en collaboration avec la FAO et le PAM a pris cette initiative qui a été financée par les partenaires PAM, FAO, le cluster global de la sécurité alimentaire basé à Rome (gFSC) mais aussi du consortium ACF, CONCERN et OXFAM financé par ECHO.

L'exercice de capitalisation a focalisé sur le rôle du secteur sécurité alimentaire en matière de préparation et de réponse. Ceci a pris en compte des aspects de la coordination, de l'engagement de partenaires et de la communication pour assurer un système de coordination efficace. Les participants aux différents ateliers organisés dans le cadre de cet exercice ont réfléchi sur les bonnes pratiques et leçons apprises en ce qui concerne les mécanismes de coordination dans secteur de la sécurité alimentaire en réponse aux urgences en Haïti entre 2015 et 2017, en focalisant sur l'impact de la sécheresse et de l'Ouragan Matthieu.

Pour terminer, Nous adressons nos remerciements à tous ceux qui ont contribué à la matérialisation de cet exercice combien utile pour le secteur sécurité alimentaire et aux acteurs SAN. Le niveau du débat ainsi que les discussions très riches nous ont permis de dégager des recommandations qui nous permettront d'élaborer une feuille de route avec des actions claires dans le but d'améliorer le mécanisme de coordination en place.

Mr. Harmel Cazeau
Coordinateur
Coordination Nationale de la SA (CNSA)

Mr. Ernest-Moise Mushekuru
Conseiller Technique, Secteur SA
FAO

Contexte du projet de capitalisation

Le 4 octobre 2016, l'Ouragan Matthew a frappé Haïti au moment où la production agricole était très déficitaire par rapport à la moyenne normale dû à des épisodes répétés de sécheresse depuis 2014. L'analyse IPC (Classification Intégrée de la Sécurité Alimentaire) de Février à Mai 2017 a révélé qu'environ 2,35 millions de personnes (22% de population totale) sont en insécurité alimentaire aigue sévère parmi lesquelles 1,7 millions de personnes (16%) ont été classifiées en phase de crise (IPC 3) et autres plus de 650,000 personnes (6%) ont été classifiées en phase d'urgence (IPC 4). L'ouragan Matthew a eu un impact négatif sur le secteur agricole, qui fournit une grande partie du revenu moyen des ménages dans les zones affectées. Les ménages affectés sont forcés à rechercher des sources de revenu alternatives, moins durables et moins rémunérées. Les ménages affectés sont également très dépendants du marché pour leur source de nourriture et de revenu. La communauté humanitaire s'est mobilisée en vue d'apporter son soutien au gouvernement qui est à la rescousse des populations affectées à travers une assistance dans différents domaines tels que la santé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'eau, hygiène et assainissement.

Depuis plus de 5 ans, la coordination nationale et sous-nationale du secteur sécurité alimentaire est assurée par la CNSA. Pendant la réponse d'Ouragan Matthew, la coordination opérationnelle du secteur était assurée par la CNSA avec le soutien du PAM et de la FAO.

Afin d'identifier les bonnes pratiques et les leçons apprises en ce qui concerne ces interventions de sécurité alimentaire en Haïti, la CNSA, en collaboration avec le PAM et la FAO, a organisé trois ateliers qui ont porté sur les réussites et les défis des efforts de coordonner des réponses à l'ouragan Matthew et à la sécheresse que Haïti a connu au cours de la dernière année. Les ateliers ont produit un ensemble de recommandations axées sur l'amélioration de la coordination de ces interventions à l'avenir.

Objectifs

Les ateliers sur les leçons apprises ont porté sur le rôle du secteur de la sécurité alimentaire dans la préparation et la réponse - y compris les aspects de la coordination, l'engagement des partenaires et la communication pour assurer un système de coordination efficace.

Les objectifs spécifiques des ateliers étaient les suivants :

- Échanger les expériences et identifier les bonnes pratiques et leçons apprises en ce qui concerne la préparation aux urgences, le niveau de coordination entre partenaires et acteurs dans la planification et la mise en œuvre des interventions du domaine de la sécurité alimentaire en réponse aux urgences et catastrophes en Haïti.
- Faire un état des lieux des : défis, opportunités et perspectives en matière des interventions sécurité alimentaire en Haïti
- Sur la base des points soulevés, développer une feuille de route qui inclue : La préparation aux urgences à venir, l'intégration et engagement des autorités locales et partenaires locaux et le renforcement de capacité de la coordination opérationnelle départementale en vue d'être mieux préparer pour la prochaine crise.

Méthodologie

Afin d'assurer que les résultats des ateliers reflètent la réalité sur le terrain, l'exercice de capitalisation et d'apprentissage comprenait des ateliers au niveau du département avant l'atelier final dans la capitale de Port-au-Prince. Cette approche a permis la participation de ceux directement impliqués dans les réponses locales aux situations d'urgence et une compréhension de la manière dont les politiques et procédures de gestion des urgences - et les pratiques de coordination en particulier - ont été réalisées au niveau local.

À la suite d'une série de consultations avec les partenaires, CNSA, le PAM et la FAO ont convenu d'exécuter l'exercice comme suit :

- Phase 1 : Cayes, avec la participation du gouvernement local, des autorités locaux et des partenaires venant du Sud, de la Grand Anse et de Nippes.
- Phase 2 : Gonaïves, avec la participation du gouvernement local, des autorités locaux et des partenaires venant du Nord, d'Artibonite, du Nord et du Nord-Est.
- Phase 3 : Port au Prince, avec la participation du gouvernement national et partenaires qui interviennent dans les Régions au-dessus.

Participation :

38 personnes ont été conviées à participer à chaque atelier. Les participants représentaient différents groupes, venant du gouvernement national et local, des bailleurs de fonds, des partenaires internationales et nationales, y compris :

- CNSA
- Partie gouvernementale
- Ministère de la planification
- Ministère de l'agriculture
- Ministère de la santé
- Ministère des affaires sociales
- DPC
- DINEPA
- OCHA
- PAM
- FAO
- ONG Nationales
- ONG Internationales
- ECHO, USAID, Canada, Suisse, Espagne
- Secteur Nutrition
- Secteur relèvement
- Groupe intersectoriel CASH

Principales constatations et recommandations

1. Structures et processus de coordination

L'attribution de responsabilité à la CNSA pour coordonner les activités de préparation et d'intervention en cas d'urgence liées à la sécurité alimentaire est tout à fait appropriée. Cependant, à l'heure actuelle, la CNSA a peu ou pas de représentation aux niveaux de la commune ou de la section-commune. Sans la représentation de la CNSA sur le terrain, sa capacité à coordonner ces activités localement - là où ces activités sont effectivement menées - est sévèrement limitée. Au mieux, de tels efforts de coordination sont pris en charge par d'autres entités gouvernementales locales (bureau du maire, DDA, DPC, etc.) dont les fonctionnaires ayant peu ou pas d'expérience ou de formation en sécurité alimentaire ou en coordination d'urgence. Ainsi, la coordination entre les acteurs de la sécurité alimentaire au niveau du terrain (à la base) est au mieux sporadique ; quand cela se produit, il semble résulter de la bonne volonté des autres acteurs et non d'un processus systématisé. Ainsi, les mesures suivantes sont recommandées :

- 1.1. L'attribution de responsabilité à la CNSA pour coordonner les activités de préparation aux situations d'urgence et de réaction liées à la sécurité alimentaire est appropriée et devrait être poursuivie.**
- 1.2. Dans le cadre des activités de préparation aux situations d'urgence du gouvernement haïtien, des efforts devraient être faits pour renforcer la capacité de CNSA à coordonner les activités d'urgence en matière de sécurité alimentaire au niveau local. Cela impliquera vraisemblablement la formation de responsables gouvernementaux locaux et communaux dans les fondamentaux de la sécurité alimentaire et les outils et techniques de coordination pour leur permettre de combler l'écart de coordination en temps de crise.**
- 1.3. Ces efforts de formation devraient être intégrés à la structure de la CNSA avec un point focal de la coordination de la sécurité alimentaire nommé qui serait chargé d'organiser des formations supplémentaires lorsque les changements au sein du personnel au niveau local génèrent de nouveaux besoins de formation.**
- 1.4. Pour renforcer ses capacités de coordination, la CNSA devrait identifier et fournir une formation approfondie à quelques membres de ses cadres techniques ou administratifs, dont l'un pourrait être déployé localement en temps de crise pendant les deux ou trois premières semaines de réponse pour lancer le processus de coordination de la sécurité alimentaire et assurer une communication avec les responsables de la CNSA aux niveaux national et départemental dès le début de la réponse.**
- 1.5. Les efforts de renforcer les capacités de CNSA au niveau départemental devraient se concentrer sur l'élaboration d'une structure semblable au « cluster » sécurité alimentaire dont les tâches immédiates devraient porter sur l'amélioration de la communication avec les parties prenantes locales en matière de sécurité alimentaire et sur l'augmentation de leur participation dans le processus de coordination.**
- 1.6. Les efforts de CNSA au niveau département devraient également inclure le travail en étroite collaboration avec DPC pour renforcer la capacité du COUD et ainsi permettre une coordination multisectorielle de haute qualité. Le but ultime consisterait à établir une structure multisectorielle permanente dans laquelle le représentant de la CNSA jouerait un rôle clé en encourageant la participation de ces intervenants/acteurs d'urgence dont les activités pourraient avoir une incidence sur la sécurité alimentaire.**

Processus de coordination

1. Définir un plan stratégique annuel
2. Organisation de réunions techniques Had-OC au sein du GTSAN
3. Organisation régulière des réunions de coordination opérationnelle du secteur Assurer une meilleure gestion et partage de l'information.
4. Contribution aux discussions au sein de la structure multisectorielle permanente (DPC, COUN, COUD,)

2. Leadership

Mener un processus de coordination nécessite des compétences très différentes de celles généralement appliquées dans les situations où le dirigeant a un contrôle direct sur les ressources organisationnelles. Plutôt que d'appliquer un style de commande et de contrôle, un responsable de la coordination doit détenir les compétences d'un facilitateur de processus collectif : permettre une communication effective, encourager la participation active des partenaires, offrir des possibilités de partage d'information, faire preuve de souplesse tout en conservant le processus sur la bonne voie. Ce sont des compétences qui peuvent être apprises, mais nécessitent généralement une formation bien ciblée. Les mesures suivantes sont recommandées :

- 2.1. La CNSA devrait veiller à ce que les responsables de la coordination du secteur de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence reçoivent une formation de coordonnateur ou de facilitateur de qualité. Cette recommandation comprend à la fois le personnel de la CNSA et d'autres fonctionnaires au niveau local auprès d'autres organismes qui, en l'absence d'un responsable de la CNSA, peuvent être chargés de coordonner le secteur de la sécurité alimentaire.**
- 2.2. Conformément à son mandat, la CNSA doit assurer le leadership de la coordination opérationnelle pour le secteur sécurité alimentaire. Pour fournir un leadership crédible, la CNSA doit s'efforcer de construire une culture organisationnelle dans laquelle le feedback du personnel et des partenaires n'est pas seulement encouragés mais attendus. Les ateliers récents ne représentent que le début d'un tel effort. À l'avenir, la CNSA devrait veiller à ce qu'une « revue après action ou un exercice de capitalisation » devienne une composante de routine de chaque réponse d'urgence. Les objectifs de ces revues devraient être (1) identifier les leçons tirées de la réponse récente et (2) identifier si et comment les leçons identifiées dans les réponses passées ont été mises en œuvre dans la récente réponse.**

3. Communications & partage d'informations

Les ateliers ont mis en évidence un grand besoin d'améliorer la communication entre les répondants à tous les niveaux - horizontalement et verticalement. De nombreuses raisons ont été exprimées pour cet écart : un manque de ressources, un manque de compétence et ce qui était encore plus frappant, un manque de confiance entre les acteurs nationaux et locaux . Étant donné qu'une communication effective est essentielle pour permettre une réponse efficace, les actions suivantes sont recommandées :

- 3.1. Les instructions peu claires et les mauvaises communications sont à l'origine de nombreux défis dans une réponse d'urgence. Si les intervenants ne savent pas exactement ce qui leur est demandé, ils sont susceptibles de ne pas exécuter des tâches critiques aux normes correctes. La première étape pour améliorer les communications dans le secteur est de s'assurer que les personnes impliquées dans le processus de coordination de la sécurité alimentaire ont une**

meilleure compréhension de leurs rôles et responsabilités. CNSA devrait veiller à ce que son personnel ainsi que ceux d'autres organismes qui pourraient être tenus de mener une coordination de la sécurité alimentaire au niveau local soient pleinement conscients de leurs rôles et responsabilités attendus.

3.2. La CNSA devrait développer une cartographie des acteurs et mettre régulièrement à jour la liste comprenant les contacts des parties prenantes (y compris les partenaires), par département commune et section-commune qui sont essentielles à la réponse à l'insécurité alimentaire en situation d'urgence. Chaque entrée doit inclure le nom, le titre, l'organisation, l'adresse postale, le département, la commune, la section-commune, les numéros de téléphone et l'adresse électronique de préférence.

3.3. Un membre du personnel devrait être désigné au sein de la CNSA pour faciliter la cartographie et assurer la mise à jour régulière de la liste des contacts des partenaires ainsi que la gestion de l'information notamment pour faciliter la collecte, le traitement et l'analyse des diverses données.

3.4. Le personnel de la CNSA devrait recevoir une formation en outils et techniques de communication pour améliorer sa capacité à travailler avec d'autres- y compris à distance. Cette formation devrait inclure des méthodes simples de gestion et de partage de d'information.

4. Éléments de préparation

La nécessité d'améliorer la préparation aux situations d'urgence en Haïti a été un thème récurrent au cours des trois ateliers. Les participants étaient bien conscients de la nécessité d'identifier les rôles et responsabilités de réponse, afin de préciser « qui » fera « quoi » et « où » et déterminer si ces organismes disposent de la capacité de réaliser ces plans. Ils ont compris la nécessité d'améliorer les systèmes d'alerte précoce, d'identifier les zones de vulnérabilité à l'avance, de déterminer quels stocks de biens de secours seront disponibles pour une réponse de sécurité alimentaire d'urgence, de partager des détails sur les outils et techniques organisationnels relatifs à l'évaluation et au ciblage, et d'élaborer des plans de contingences réalistes. Les participants ont également noté que le système utilisé pour informer les partenaires de CNSA sur les détails des plans de contingences nécessite une amélioration considérable. En effet, les participants ont souligné que le « manque généralisé de connaissances » parmi les partenaires de sécurité alimentaire sur les détails du plan de préparation signifiait que les acteurs sur le terrain utilisaient rarement les plans de contingences pour guider les efforts de réponse. Ainsi, les mesures suivantes sont recommandées :

4.1. La recommandation clé concernant les éléments de préparation est étroitement liée aux recommandations (2.1. - 2.4.) qui couvrent les besoins de communication. La CNSA doit faire beaucoup plus d'efforts pour communiquer aux partenaires de sécurité alimentaire les détails des plans de contingences et d'autres décisions clés de préparation bien avant toute opération d'urgence. Idéalement, ces partenaires seraient étroitement impliqués dans le processus de planification d'urgence lui-même. Cependant, les détails des plans convenus doivent être largement communiqués afin que ces plans puissent servir à guider les réponses en cas d'urgence en matière de sécurité alimentaire.

4.2. La CNSA doit mener des efforts de mettre à jour périodiquement des plans de contingence et à tout niveau : national, département, et commune dans la mesure du possible. Ce processus

doit clarifier des rôles et des responsabilités et identifier les points focaux du secteur au niveau décentralisé.

4.3. Pour la réponse à l'ouragan Matthew, plusieurs missions conjointes d'évaluation des besoins ont été menées. Bien que cette collaboration soit certainement positive, CNSA doit faire davantage pour convenir des méthodes d'analyse de données utilisées par diverses organisations. Des efforts devraient être faits pour la standardisation des méthodes et outils, ce qui permettrait de mieux s'entendre sur les défis de réponse et de ciblage.

4.4. Un des rôles clés de la CSNA est d'assurer que les leçons et les meilleures pratiques tirées des réponses aux urgences sont appliquées dans les efforts de coordination futurs. Ce processus a bien commencé avec l'expérience des trois ateliers de capitalisation. La prochaine étape devrait être de former les autorités départementales et communales dans les meilleures pratiques de coordination en cas d'urgence. Une telle formation devrait probablement inclure un accent sur les sujets suivants :

- **Un aperçu du système international de coordination**
- **Les outils et techniques de coordination**
- **La matrice des responsabilités**
- **Les 3W : qui fait quoi et où**
- **Les techniques de facilitation**
- **La planification conjointe**
- **L'évaluation conjointe des besoins**

4.5. Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer la compréhension des défis et des meilleures pratiques de coordination en cas d'urgence, la CNSA devrait promouvoir le développement et l'administration périodique de simulations d'intervention d'urgence au niveau de la commune. Le but serait de sensibiliser les autorités à la nécessité de développer une plus grande capacité dans les pratiques de coordination. (Ceux-ci pourraient être des exercices de simulation de petite envergure ou des exercices de simulations plus développées).

5. Préoccupations de ressources

Un manque de ressources humaines, financières et logistiques de CNSA, en particulier au niveau de la commune, a été cité par les participants comme l'un des défis les plus importants pour une coordination efficace. En effet, ils ont noté le manque de ressources humaines compétentes spécialisées dans la coordination en situation d'urgence représentait des défis importants pour les efforts de coordination locale. Les participants ont noté également des cas des organisations qui ne pouvaient pas participer à des rencontres de coordination de la sécurité alimentaire simplement en raison du manque de carburant pour le transport vers les lieux où les réunions de coordination devaient être organisées. L'absence de ces partenaires aux réunions de coordination empêche fortement la capacité de la CNSA à identifier qui fait quoi où et avec quelles ressources. Ainsi, les mesures suivantes sont recommandées :

5.1. La CNSA devrait préconiser un budget sécurisé afin d'assurer la capacité de déployer des coordonnateurs compétents pour le secteur de la sécurité alimentaire en cas d'urgence et de pouvoir aider les partenaires à assister aux réunions de coordination. Ces besoins en matière de coordination devraient être considérés comme une composante de routine des opérations d'urgence ; ils devraient être intégrés dans les budgets des opérations d'urgence comme un coût essentiel de l'exécution de ces opérations.

- 5.2. La CNSA devrait tout faire pour institutionnaliser un système d'inventaire actualisé pour suivre des stocks disponibles aux réponses d'urgence. Les coordonnateurs ou points focaux départementaux devraient être formés à mettre à jour ce système après chaque réunion de coordination.**

6. Standards

La CNSA est censé d'encourager le respect des standards nationaux dans la planification des réponses aux urgences, et les participants aux ateliers ont noté que des efforts ont été faits dans les récentes réponses d'urgence pour établir un certain nombre de normes. Il semble toutefois que le succès de la réalisation de la normalisation dans le secteur de la sécurité alimentaire ait été plutôt limité. Bien que les participants aient noté que certaines organisations locales étaient au courant de diverses normes convenues- y compris les critères de ciblage, la composition du panier alimentaire, les normes de ration alimentaire et les normes pour la qualité et la variété des semences distribuées aux agriculteurs - ces normes n'étaient souvent pas respectées pendant les distributions. La confusion sur l'éligibilité et sur les quantités a souvent été générée, car les critères de distribution et les kits ont souvent varié selon le partenaire. On a souligné que chaque organisation a appliqué ses propres méthodes de collecte et d'analyse de données, ce qui entrave l'harmonisation des résultats. De plus, malgré les efforts visant à harmoniser les critères de ciblage, les responsables locaux ont souvent pris leurs propres décisions concernant ces critères, en mettant en œuvre leurs propres normes de distribution sans tenir compte des décisions convenues ailleurs. Ainsi, les mesures suivantes sont recommandées :

- 6.1. La CNSA, en collaboration avec les organisations impliquées dans les interventions de sécurité alimentaire d'urgence, devrait s'efforcer de définir des normes claires pour l'éligibilité et les distributions dès le début des opérations. Une fois qu'une norme est établie et convenue, elle doit être communiquée clairement à toutes les autorités locales et aux organismes d'intervention impliqués dans le secteur.**
- 6.2. Les budgets d'urgence de la CNSA devraient inclure des fonds pour un suivi occasionnel des efforts des partenaires pour appliquer les critères de ciblage et les normes de distribution dans les zones touchées. S'il est constaté que les normes ne sont pas appliquées, les moniteurs devraient déterminer pourquoi et signaler leurs résultats immédiatement à la CNSA. La CNSA devrait suivre avec une communication directe des normes convenues avec le partenaire.**

7. Fiabilité de données

Les participants de diverses organisations d'urgence qui ont assisté aux ateliers ont noté la grande difficulté qu'ils avaient à obtenir des informations fiables concernant qui était en fait un bénéficiaire admissible. Les efforts visant à harmoniser les listes de bénéficiaires étaient souvent frustrant en raison du manque de coordination au niveau local. Un autre défi majeur en ce qui concerne la fiabilité des données était le simple fait que certaines zones touchées par Matthew restaient inaccessibles aux fournisseurs de secours pendant de nombreuses semaines. Ce manque d'accessibilité signifiait que des données complètes et fiables n'étaient pas disponibles pour les organisations qui cherchaient à coordonner leurs efforts. Ainsi, les mesures suivantes sont recommandées :

- 7.1. La CNSA, en collaboration avec son gouvernement, l'ONU et les partenaires de la société civile, devrait, en tant qu'activité de préparation, identifier et utiliser les données disponibles pour**

produire des cartes de vulnérabilité détaillées indiquant le nombre de personnes susceptibles d'être affectées par des catastrophes soudaines ou à déclenchement lent en Haïti. Les efforts visant à mettre à jour et à utiliser les données SIMAST (de la MAST) dans les plans de ciblage seraient utiles aussi.

- 7.2. Que les partenaires nationaux et internationaux qui souhaitent conduire des enquêtes ou études en lien avec la sécurité alimentaire se mettent préalablement d'accord avec la CNSA et d'assurer que la méthodologie et les outils soient harmonisés ou fournis par le GTSAN. Le GTSAN mis en place par la CNSA devrait avoir des termes de référence claire et un mandat beaucoup plus renforcé.

8. Participation aux activités coordonnées

Les participants aux ateliers ont noté la bonne participation au secteur de la sécurité alimentaire de plusieurs entités gouvernementales (MARNDR, CNSA et CPD aux niveaux national et départemental), de nombreuses ONG (internationales et locales), des autorités locales et de plusieurs organisations de base. Ils ont également noté, cependant, le manque d'implication de plusieurs ministères clés (MDE, MAST) et certaines mairies. Les raisons de ce manque d'implication incluent un contact insuffisant par CNSA, un manque de capacité opérationnelle ou simplement une compréhension insuffisante de leur rôle dans la sécurité alimentaire (en particulier de la part des fonctionnaires au niveau de la mairie). Les participants ont également souligné le manque d'implication des bénéficiaires dans le processus de planification d'intervention, ainsi que le non-fonctionnement des BAC dans le suivi des actions dans le domaine de la sécurité alimentaire. Ainsi, les mesures suivantes sont recommandées :

- 8.1. Lors de la planification de réponse à la sécurité alimentaire d'urgence ou des exercices de simulation, ou même lors d'une réunion de planification, la CNSA doit s'efforcer de s'assurer que les acteurs clés sont invités. Des efforts doivent être faits à ces différents endroits pour clarifier la façon dont les autres secteurs ont une incidence sur la sécurité alimentaire et le rôle que les autres acteurs doivent jouer pour permettre une réponse adéquate. L'importance majeure est de sensibiliser les autorités locales, en particulier au niveau de la mairie, de leur rôle dans la coordination du secteur de la sécurité alimentaire en l'absence de la représentation de la CNSA.
- 8.2. Étant donné que la CNSA n'aura probablement pas de représentation directe au niveau de la mairie, CNSA doit faire un effort particulier pour sensibiliser les autorités locales à leur rôle dans la coordination du secteur de la sécurité alimentaire en l'absence d'un coordonnateur de la CNSA.
- 8.3. Au niveau National et départemental où la présence de la CNSA est beaucoup plus structurée, s'assurer d'organiser au moins une fois par mois, des réunions de coordination opérationnelle qui permettront aux partenaires de connaître au mieux ce que font les autres acteurs sur terrain et d'éviter la duplication des interventions-mais aussi de convenir sur l'harmonisation des divers outils et des normes.

9. Utilisation du cash

Il y a eu un certain nombre de défis auxquels les organismes humanitaires sont confrontés dans leurs efforts pour répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire à travers l'approche du cash. Peut-être le plus grand défi était le manque d'institutions de microfinance compétentes dans les zones touchées pour aider à la distribution du cash. L'autre défi principal était l'effort de cibler les plus vulnérables ; il était difficile pour le simple fait que tout le monde voudrait bénéficier d'une contribution du cash, quel

que soit leur statut du ménage et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Ainsi, les mesures suivantes sont recommandées :

- 9.1. Les responsables de la planification d'une distribution du cash en réponse à l'insécurité alimentaire devraient obtenir un apport d'information auprès des bénéficiaires potentiels ainsi que des leaders locaux de la communauté pour faciliter une meilleure prise de décision.
- 9.2. Encourager les discussions sur l'approche cash au sein du secteur ou au sein du groupe de travail cash en vue d'harmoniser un certain nombre des choses notamment : la méthodologie d'analyse des marchés, la définition du panier alimentaire et de la valeur du cash à distribuer, partager des informations sur la possibilité de recourir au secteur privé (institutions diverses).
- 9.3. En ce qui concerne le « Multipurpose cash », il serait souhaitable que la CNSA encourage les partenaires de la sécurité alimentaire de mener initialement une analyse des intentions sur la manière dont le cash pourrait être affecté par les bénéficiaires et ainsi, dégager la part du cash que les ménages pourraient affecter à l'achat des biens alimentaires. Aussi, le suivi post distribution du cash devrait être encouragé afin de faire une comparaison entre les intentions et l'affectation réelle du cash.

10. Liens entre humanitaire et développement du secteur sécurité alimentaire

Les participants aux ateliers ont souligné que la gestion des risques n'est pas considérée comme une priorité par tous les acteurs, à court ou à long terme. La majorité des discussions sur les interventions d'urgence se concentrent sur les opérations d'urgence : les paniers alimentaires, les trousseaux d'abri, les transferts monétaires, etc. Étant donné que de nombreuses organisations n'appliquent pas une approche des moyens de subsistance dans leurs analyses, les besoins à plus long terme après l'urgence ne sont pas suffisamment pris en compte par les acteurs du secours. Ainsi, les mesures suivantes sont recommandées :

- 10.1. Pour améliorer la collaboration entre les situations d'urgence et le développement, le gouvernement doit avoir une stratégie tenant compte de la vulnérabilité et des potentialités. Une telle stratégie se concentrerait sur la réduction des risques en cas de crise ou dans des efforts de développement à plus long terme. Les efforts visant à réduire les risques - et les mesures d'accompagnement pour réduire les vulnérabilités de nombreux Haïtiens - doivent être priorités par tous les acteurs quelle que soit la phase de réponse sur laquelle ils se concentrent.

Constats principaux des trois ateliers

1. Structures et processus de coordination

1.1. Importance de la coordination : Compte tenu de l'ensemble large et varié d'acteurs qui ont répondu à l'ouragan Matthew et à la sécheresse en Haïti - y compris les entités du gouvernement haïtien à tous les niveaux (nationaux, départementaux, communaux et communaux-sections), les donateurs, les agences des Nations Unies, les ONG internationales, les ONG haïtiennes, et de nombreuses organisations communautaires - la nécessité d'une coordination efficace et continue a été comprise par tous les participants à l'atelier et, comme beaucoup l'ont clairement noté, la coordination est d'une plus haute importance.

1.2. Valeur des structures de coordination prédéfinies : Plusieurs structures de coordination ont été définies avant le déclenchement de la crise. Les participants ont noté que l'existence antérieure de ces structures de coordination aux niveaux central, départemental et communal (par ex. la CNSA, la Table Sectorielle, activation rapide du COUN, COUD, et COUC, etc.) a facilité le démarrage de la réponse. Ils ont noté aussi que le processus de coordination s'est beaucoup amélioré au fur et à mesure pendant la réponse à la crise. De même, dans certaines localités, ces structures prédéfinies et des efforts de préparation anticipée ont contribué à générer des plans de contingence, des accords inter institutions et le prépositionnement des stocks de secours. A l'atelier de Gonaïves, par exemple, les participants ont souligné la volonté des acteurs de partager l'information avec les membres du COUD et le dynamisme du DPC / Nord-Ouest comme points forts importants de la communauté humanitaire au niveau départemental. Ils ont noté aussi la présence des acteurs internationaux et locaux de la sécurité alimentaire comme une force très positive pour la réponse.

Dans le même temps, ils ont ajouté que, malgré l'existence de structures de coordination, la réponse se caractérisait souvent par un partage insuffisant de l'information entre les organisations locales, la CNSA, la DPC, et les autres acteurs de réponse. Tout en prenant note de la valeur de « la Table Sectorielle », certains ont estimé qu'une faible coordination à tous les niveaux était en partie attribuable à l'absence d'un cadre de coordination opérationnelle de sécurité alimentaire tout au long de la réponse.

1.3. Importance de l'existence de relations antérieures : Selon plusieurs participants, les activités de préparation aux situations d'urgence et les éventuelles réponses ont été rendues possibles en raison principalement du fait que les acteurs de l'urgence sur le terrain se connaissaient au préalable. Dans certains cas, les efforts visant à faire connaître d'autres acteurs ont contribué à créer des réseaux de partenariat institutionnels « informels » qui ont contribué au processus de coordination et à réduire la duplication des efforts. Le fait que les acteurs se connaissaient au préalable – et en particulier connaissaient les capacités de chacun – permettait une meilleure coordination et contribuait à la mise en œuvre d'actions efficaces.

L'importance pour la coordination de ces relations antérieures ne peut être surestimée. Parallèlement, les participants à l'atelier de Port-Au-Prince (PAP) ont souligné un manque de confiance que les acteurs nationaux avaient dans leurs collègues qui travaillent au niveau local.

1.4. Coordination multisectorielle et évaluations conjointes : La DPC a organisé des rencontres avec divers acteurs (TPTC, MSPP, MARNDR, MPCE, ONG, etc.), et une commission multisectorielle a été mis en place pour assurer des évaluations conjointes. Cette collaboration a été appréciée par les acteurs locaux. Les participants de l'atelier de Gonaïves ont noté que l'implication multisectorielle dans la réponse à Matthew a permis une évaluation plus efficace couvrant divers secteurs et que

cette bonne collaboration des acteurs doit continuer. Cependant, ils ont également noté une coordination multisectorielle inadéquate dans la réponse à la récente urgence de sécheresse en Haïti.

1.5. Rôle de la CNSA dans la coordination multisectorielle : Au niveau central, les participants de l'atelier à PAP ont noté un manque de « complémentarités » parmi les différents secteurs qui peuvent avoir un impact sur le niveau de sécurité alimentaire (WASH, santé, nutrition). Ils ont souligné également la nécessité de renforcer la capacité de la CNSA - et, surtout, d'assurer un budget stable - afin de lui permettre de jouer son rôle approprié dans la coordination multisectorielle en cas d'urgence.

2. Leadership

2.1. Centres d'opérations et leadership : Le « COUN » a agi en collaboration avec les Nations Unies en tant que responsable du gouvernement pour la coordination des situations d'urgence au niveau national. En tant que tel, il était responsable de déclarer l'état d'urgence et de déclencher la réponse. Les centres au niveau départemental (les « COUD »), dirigés par le DPC avec la représentation de la CNSA au niveau départemental, ont été chargés d'organiser et de coordonner les évaluations des besoins et de faciliter la logistique. Selon les participants des ateliers des Cayes et de Gonaïves, les centres au niveau de la commune (les « COUC » dont le chef est, en principe, le maire) étaient essentiellement non fonctionnels ; par conséquent, le leadership de la coordination au niveau communal manquait souvent.

2.2. Qualité du leadership de coordination au niveau local : En effet, les participants ont souligné que le manque de représentation de la CNSA au niveau communal signifiait souvent un manque de leadership en matière de coordination opérationnelle dans le secteur SA.¹ Ce manque de leadership signifiait que les réunions au niveau local étaient menées de façon irrégulière et que, lorsqu'ils étaient détenus, les partenaires locaux travaillant sur la réponse à la sécurité alimentaire étaient souvent absents.

Ce qui a été particulièrement important à cet égard, ont été des déclarations de plusieurs participants - à la fois au sein et à l'extérieur des organismes gouvernementaux - notant le manque général de compétence pour diriger la coordination au niveau local. Les responsables de la coordination au niveau local ne sont tout simplement pas préparés à le faire. Sans formation préalable dans les différentes techniques et outils de coordination d'urgence (par ex. les 3 W : « qui fait quoi où »), les responsables de la coordination sur le terrain étaient souvent incapables de le faire.

2.3. Rotation de personnel : Les participants ont souligné le fait que le personnel du gouvernement ou les agents de l'état changent en fonction de celui qui est au pouvoir. En conséquence, le départ souvent brutal et régulier du personnel a affecté la dynamique de leadership de coordination qui a été établie.

¹ Il y a lieu de noter que tous les secrétariats départementaux de la CNSA sont logés ou fonctionnent à partir des locaux de la DDA qui organisent des réunions sur les questions agricoles du type "Table sectorielle" dans certains départements.

3. Communications & partage d'informations

3.1. Partage d'informations : De nombreux participants ont souligné le partage de l'information entre les parties prenantes comme une force des efforts de coordination dans ces situations d'urgence. C'était apparemment le cas pour les acteurs participant aux réunions de coordination qui pouvaient garder une bonne synergie. A l'atelier de Port au Prince, les participants ont noté que le partage des documents existants avec les partenaires locaux (OBSAN) leur a permis de répondre rapidement aux priorités aux premières heures de la crise.

3.2. Manque de mise à jour de « qui fait quoi » : Un résultat du manque de leadership solide et stable au niveau local a été une communication insuffisante des plans et des réponses entreprises. Les participants ont souligné que l'irrégularité des réunions signifiait qu'il n'y avait pas de mise à jour régulière de la matrice « qui fait quoi », une dynamique qui a contribué à la duplication de la réponse et aux lacunes dans certaines zones touchées.

3.3. Communications : Les participants ont également signalé que l'un des plus grands défis de la coordination était une communication inadéquate verticale entre les autorités de la capitale et celles au niveau local et un manque similaire entre les autorités au niveau local. Les raisons de ces lacunes manquaient étaient nombreuses : le manque de connaissance de ce que prévoyaient les autres acteurs, le manque de personnes compétentes dans certaines zones affectées, le manque de ressources qui limitaient la capacité de voyager - parfois pendant deux heures en vue d'assister à des réunions de coordination pour certains acteurs notamment la partie gouvernementale locale. Les participants ont noté que ce manque de communication claire était l'une des principales raisons pour lesquelles certains domaines fortement touchés par la crise n'étaient pas prioritaires.

4. Éléments de préparation

4.1. Système d'alerte précoce : Les participants ont noté l'importance de renforcer un système d'alerte précoce, pour alerter et sensibiliser la population de la crise qui arrive et les actions à entreprendre.

4.2. Cartographie des zones vulnérables : L'existence antérieure de cartes de vulnérabilité (IPC) a été mentionnée comme une aide au positionnement des acteurs en vue de faire face à la l'Ouragan ou à la Sècheresse.

4.3. Outils et bases de données : Les connaissances antérieures de certains organismes d'urgence de divers outils d'évaluation de la sécurité alimentaire ont facilité l'évaluation des besoins et le ciblage opérationnel ; les participants ont noté l'utilité de IPC, EFSA, FCS, HEA et SIMAST en particulier.

4.4. Plans de contingence : Les participants ont souligné l'importance des plans de contingence générés en avance de la crise dans lesquelles des rôles et des responsabilités étaient définis, des ressources disponibles inventoriées, des plans de communication établis et des zones probables de vulnérabilité identifiées. Bien que ces préparatifs soient certainement positifs, les participants ont noté le manque généralisé de connaissances des partenaires de sécurité alimentaire sur les détails de ces plans. Un manque important de vulgarisation des plans signifiait que les plans de contingence étaient rarement utilisés par les acteurs sur le terrain pour guider leurs efforts de réponse.

5. Préoccupations de ressources

5.1. Impact sur la coordination des organisations dotées de ressources : De nombreuses organisations ont appliqué leurs propres stratégies de réponse en fonction de leurs propres compétences et

ressources particulières. Ces « forces » ont rendu une réponse bien coordonnée plus difficile ; Ceci s'applique aux premières semaines après le déclenchement de la crise avant l'établissement d'un mécanisme efficace de coordination (Parallèlement, il y avait un manque notable d'acteurs humanitaires sur le terrain avec une capacité opérationnelle substantielle.)

5.2. Impact du manque de ressources locales pour la coordination : Les efforts de coordination ont été considérés comme plus efficaces au niveau national. Les efforts de coordination ont également été généralement considérés comme efficaces au niveau départemental, en partie en raison de la présence d'un représentant de la CNSA à ce niveau. Les participants ont noté, cependant, qu'aux niveaux locaux, l'efficacité des efforts de coordination variait considérablement. Bien que certains succès aient été notés, l'opinion plus générale était que le manque de ressources humaines compétentes spécialisées dans les pratiques de coordination d'urgence posait des défis importants aux efforts de coordination locale. Ce manque de ressources de la CNSA et de la DPC au niveau local – y compris les ressources humaines, financières, et logistiques – a été considéré comme l'un des défis les plus importants à une coordination efficace.

6. Standards

6.1. Application des standards convenus : Des efforts ont été faits au début de la réponse pour établir et communiquer un certain nombre de normes de réponse. Les participants ont noté que certaines organisations locales connaissaient diverses normes pour ces crises ; ceux-ci incluent, par exemple, des critères de ciblage, des normes pour le panier alimentaire d'urgence et des normes pour la qualité et la variété des graines/semences distribuées aux agriculteurs, la quantité des nourritures à distribuer. Cependant, les normes n'ont pas souvent été respectées au cours des distributions, ce qui a généré une certaine confusion quant à savoir qui avait le droit d'obtenir quoi car la composition des Kits pouvait varier selon chaque partenaire. Les participants ont noté que malgré les efforts visant à harmoniser les normes de ciblage, les dirigeants locaux se sont souvent engagés à décider et à appliquer leurs propres standards sans tenir compte des décisions prises ailleurs.

7. Fiabilité de données

7.1. Ciblage et fiabilité de données : Un certain nombre de critères de ciblage différents (mesures géographiques, vulnérables, économiques et autres) ont été établis. Les participants ont noté, cependant, qu'il y avait des municipalités entières qui ont été exclues malgré leurs taux élevés d'insécurité alimentaire. D'autres préoccupations de ciblage comprenaient l'identification des personnes les plus vulnérables (parmi la population entière touchée) et la difficulté d'obtenir des informations fiables concernant ceux qui étaient en fait des bénéficiaires admissibles. Les efforts visant à harmoniser les listes et les données des bénéficiaires étaient souvent frustrés en raison du manque de coordination au niveau local.

7.2. Désagrégation des données : Désagrégation des données : la désagrégation des données selon l'âge et le sexe, élément fondamental de l'analyse des besoins humanitaires, était insuffisante, selon les participants à l'atelier de PAP. Sans cette désagrégation, il n'est pas possible de savoir si les membres les plus vulnérables de la population sont desservis par la réponse.

7.3. Inaccessibilité de certaines zones et fiabilité des données : Un défi majeur pour les activités d'évaluation des besoins était la difficulté d'accéder à certaines zones durement touchées ; beaucoup de ces zones les plus touchées étaient rurales et restaient inaccessibles aux organisations qui

essayaient de distribuer de l'aide humanitaire pendant de nombreuses semaines. Ce défi d'accessibilité signifiait que des données complètes et fiables n'étaient pas disponibles pour les organisations qui essayaient de coordonner leurs efforts pendant de nombreuses semaines.

8. Participation aux activités coordonnées

8.1. Acteurs impliqués et non-impliqués dans les réponses : Les participants ont noté la bonne participation de plusieurs unités gouvernementaux (telle que la MARNDR, la CNSA et la DPC aux niveaux national et départemental) qui sont responsables pour le secteur sécurité alimentaire, beaucoup d'ONG (internationales et locales) dans le secteur, des autorités locales, et plusieurs Organisations de Base dans le secteur.

Ils ont noté aussi une implication insuffisante de la MDE, de la MAST, et de quelques mairies. Les raisons qu'ils ont motivées pour le manque d'implication de certains acteurs qui auraient été très impliqués comprenaient :

- Parfois ils n'ont pas été contactés
- Faibles capacités opérationnelles (MDE et MAST)
- Manque de pratique de travail du MAST sur la thématique d'assistance sociale
- Compréhension inadéquate (des maires du travail à faire)

8.2. Coordination des évaluations des besoins : Les participants ont noté qu'un certain nombre d'évaluations rapides ont été menées conjointement, de cartes de vulnérabilité et d'informations sur le marché ont aussi été partagées. Ils ont souligné la bonne participation multisectorielle de divers partenaires (TPTC, MSPP, Agriculture, MPCE, ONG) dans les évaluations conjointes organisées par la DPC ; ils ont noté aussi que cette participation multisectorielle a conduit à des évaluations plus efficaces dans tous les secteurs. Certains participants ont souligné que les processus d'analyse et de traitement des données n'étaient souvent pas bien coordonnés et entraînaient vraisemblablement des doublons.

8.3. Implication des bénéficiaires dans les interventions : Les participants ont souligné le manque d'implication des bénéficiaires dans le processus de planification d'intervention, ainsi que le non-fonctionnement des Bureaux Agricoles Communales (BAC) dans le suivi des actions en matière de sécurité alimentaire.

9. Utilisation du cash

9.1. Utilisation de l'argent pour accélérer la réponse : Les participants ont noté que l'utilisation du cash permettait un accès rapide à la nourriture pour les bénéficiaires (car la disponibilité du marché était élevée) et une fréquence et une diversité accrues de la consommation alimentaire. Ils ont souligné aussi le respect de la dignité des ménages que l'utilisation de la liquidité implique.

9.2. Multipurpose Cash : Un défi rencontré par les programmes utilisant du « Multipurpose cash » était le fait que le cash n'était pas toujours utilisé par les bénéficiaires pour les buts de sécurité alimentaire visés par les planificateurs des réponses. Les participants ont noté que l'utilisation du cash « non conditionnel » a causé des gaspillages ; elle a permis également des dépenses non liées à la santé ou pour résoudre les problèmes prioritaires.

9.3. Nombre limité d'institutions de microfinance (IMF) : L'un des plus grands défis dans l'utilisation du cash était le nombre limité d'institutions de microfinance compétentes disponibles dans les zones touchées pour aider à la distribution. Ce manque a réduit la capacité de distribuer des fonds de manière responsable.

9.4. Cash et ciblage : Les participants ont noté que l'utilisation du cash s'est confronté à la difficulté de cibler les personnes les plus vulnérables pour le simple fait que chacun souhaite obtenir cette contribution, quel que soit leur statut de sécurité alimentaire en particulier. Ils ont souligné la nécessité d'inclure des bénéficiaires potentiels dans de telles opérations afin de faciliter ces opérations à l'avenir et d'utiliser les leaders communautaires pour permettre un meilleur ciblage.

9.5. Cash et insécurité : Les participants ont noté que, compte tenu du fait que « tout le monde veut du cash », l'utilisation de l'argent augmente les risques de sécurité pour l'intervention. Ceux-ci doivent être pris en compte lors de la planification de la réponse.

10. Liens entre humanitaire et développement du secteur sécurité alimentaire

10.1. Manque de coordination entre les programmes d'urgence et de développement : Les liens entre les réponses d'urgence et de développement ne se reflètent pas suffisamment dans la planification ou la mise en œuvre des activités de réponse. Les participants ont noté que les responsabilités pour les activités à court terme et celles destinées à plus long terme ne sont pas clairement identifiées pour diverses zones affectées par des situations d'urgence. Ils ont noté qu'une cartographie proprement dite des intervenants manque actuellement. Ainsi, des lacunes apparaissent à plus long terme après que l'acteur de la réponse humanitaire a complété ses efforts de secours à court terme. Les participants ont noté que cette lacune pourrait être due en partie à l'absence de processus de coordination continu après la phase d'urgence.

10.2. Accent sur le programme humanitaire plutôt que sur le soutien des moyens de subsistance : Les participants ont souligné aussi que la gestion des risques n'est pas considérée comme une priorité par tous les acteurs, que ce soit à court ou à long terme. La majorité des réponses d'urgence discutées lors des réunions se concentrent sur les opérations d'urgence : les paniers alimentaires, les trousseaux d'hébergement, le programme de transfert monétaire, etc. Étant donné que de nombreuses organisations n'appliquent pas une approche de moyens de subsistance dans leurs analyses, les besoins à plus long terme après l'urgence ne sont pas suffisamment pris en compte par les acteurs du relief. En effet, un participant a noté que les bénéficiaires de l'intervention d'urgence pourraient être abandonnés à la fin de la réponse car il se pourrait que les acteurs du développement ne couvrent pas ces zones touchées.

Notes des trois ateliers de capitalisation

Notes de l'atelier aux Cayes

Session 1.1. Ouverture

Après un mot de bienvenue, les participants, l'agenda et les objectifs de l'atelier ont été présentés.

Session 1.2. Coordination en Haïti

A l'atelier aux Cayes, M. Ernest-Moise Mushekuru a fait une présentation brève sur l'architecture de coordination multisectorielle sous la structure « DPC » et sur les mécanismes de coordination menée par la CNSA aux niveaux nationaux et départementales.

Session 1.3. Coordination opérationnelle du secteur dans les opérations d'urgence récentes

1. Implications et rôles du gouvernement et ses partenaires (NU, ONG, etc.) :

Etat :

- COUN : Déclenchement de l'état d'urgence
- COUD : Lead (DPC) ; Co-lead (UN) : Organisation et récolte de données
- Evaluation des besoins par la CNSA / DPC avec l'appui des UN
- Enquêtes (IPC / HEA)
- Coordination de la réponse (CNSA lead)
 - Niveau central (acceptable)
 - Départemental (variable)
 - Communal (zéro)
- Etablissement des stratégies
- Harmonisation des interventions et éviter la duplication
- Discussions sur les standards

Bailleurs :

- Préparation d'appel d'offre

PAM/FAO/OCHA

- Coordination (avec la CNSA) ; aider à éviter la duplication
- Partage des infos
- Enquêtes diverses

ONG :

- Participation à l'évaluation et l'estimation des besoins
- Mise en œuvre de la réponse
- Distributions (Vivres, cash, semences...)
- Chargée de la coordination de la réponse avant/prise en charge
- Informer les autres secteurs sur les interventions

- Assistance rapide aux vulnérables
- Appui logistique
- Appui technique

Maire :

- COUCL Mairie (Lead) : non-fonctionnelle
- Ciblage et validation des listes (zones prioritaires, besoins)
- Surveillance

Organisations de base :

- Ciblage et exécution
- Fournir les sources d'information
- Identification des bénéficiaires

2. Au niveau des départements : forces et faiblesses dans la coordination du secteur SA :

Forces :

- Existence des structures même avant la catastrophe (CNSA)
- Volonté et collaboration des différents acteurs
- Existence d'un plan de contingence
- Disponibilité de cadres techniques dans le secteur
- Présence d'une table sectorielle sur la sécurité alimentaire
- Dynamique de localisation / répartition des acteurs au début de l'urgence
- L'échange d'information
- Bonne synergie des acteurs
- Vulgarisation des variations des prix (CNSA)
- Création de réseaux de partenariat institutionnel
- Partage des infos (rencontres)
- Structures de coordination prédéfinie
- Rapidité de la diffusion du 3 W
- Implication autorités gouvernementaux -> facilitateur
- Réseau significatif d'argent communautaires (DPC, CNSA)

Faiblesses :

- Non-utilisation du plan de contingence
- Faibles moyens logistiques
- Manque d'implication des autorités locales dans la collecte des données (prix du marché, pluviométrie)
- Non-fonctionnalité de certain BAC
- Faible capacité de l'état central ou des collectivités d'orienter les acteurs
- Le passage de la théorie à la pratique (longues réunions et moins de résultats)
- Superposition des actions
- Manque de ressources de la CNSA (Ressources Humaines, Finances, Logistiques)
- Manque de leadership dans les moments d'urgences (pour trancher des décisions par exemple)
- Roulement des ressources humaines
- Manque d'implications des communes
- Turnover des participants
- Rencontre irrégulier (à Jérémie par exemple)

- Pas de mise à jour de la matrice qui fait quoi
- Manque de communication au niveau local
 - Sécurité
 - Répartition des actions (lacunes et doublons)
- Sur sollicitations des acteurs pour participer aux réunions
- Manque de préparation
- Manque / Déficit de communication de priorisation des zones
- Turnover des autorités (manque de connaissances, expériences)

3. *Recommandations pour une meilleure coordination opérationnelle du secteur SA*

- Capable d'utiliser son PC
- Impliquant les autorités locales
- Renforcement de structures déconcentrées au niveau communal
- Amélioration des moyens logistiques et la communication au niveau de la coordination locale
- Standardisation des structures au niveau national (Central/Départemental)
- Mis en place d'un circuit standard de communication
- Une structure avec CNSA comme leader, et renforcée
- Etablir des procédures de changement / roulement des cadres (en vue de limiter le turnover)
- Niveau national et départemental : renforcement
- Niveau communal – intégré
- Renforcer l'intégration des autorités communales et section dans le processus de coordination (COUC fonctionnel, invitation au COUD)
- Améliorer le partage d'information (Dropbox, etc.)
- Renforcer les capacités de recyclage des autorités sur le mécanisme de coordination
- Maintien des structures de coordination sans urgence

4. *Recommandations pour améliorer la collaboration entre l'urgence et le développement*

- Cartographie des intervenants
- Attribution de domaines d'intervention spécifique à chaque acteur
- Définition par l'état de ses priorités
- Rencontres multisectorielles
- Donner priorité à ceux que connaissent mieux le terrain en période d'urgence
- Considérer les actions de réductions de risques et désastres dans toutes actions de développement et d'urgence
- Mise en place d'un plan régional de mitigation/prévention (par l'état) en fonction du contexte
- Accélérer les procédures de décaissement des fonds d'urgences (pour le respect des délais d'urgence)
- Assurer un relèvement rapide
 - Semences
 - Cash for work
 - Outils agricoles et matières pécheurs
 - Ne pas oublier d'appuyer le secteur d'élevage
 - Formations d'accompagnement
 - Sensibilisation sur la nutrition
- Macro :
 - Les plans de réponse d'urgence détaillés au niveau national et départemental

- CNSA doit garder les informations à jour
- Utilisation des plans multisectoriels
- Micro :
 - Un plan d'urgence communal détaillé
 - Travailler avec les Organisations de base
- Préposition de plan de contingence et coordination de ces plans (stock, cible, ressources humaine, ressources...)
- Maintien du processus de coordination dans la phase de post-urgence et développement
- Renforcement des capacités des acteurs sur le système de coordinations
- Partage des informations, documents, enquêtes
- Améliorer le cadre (type des activités) et le suivi des activités des partenaires

Session 1.4. Préparation aux urgences au niveau sectoriel : Succès/défis/bonnes pratiques

Outils en place pour préparation aux urgences :

- Base de données pluviométrique : Facilite d'analyser l'état de la situation alimentaire dans les prochains jours
- Cartes de vulnérabilité
- Situation des marchés (niveaux d'accessibilité des ménages aux produits alimentaires de base)

Utilisation des outils :

- Analyses

Priorités aux premières heures de l'urgence

- Première évaluation (rapide)
 - Contacter les personnes ressources (DPC...)
 - Bilan approximatif des dégâts (état des routes, # de déplacés dans les abris, les ressources disponibles)
- Mobilisation des ressources disponibles
 - (Nourriture, eau, kits d'hygiène, ressources humaines, logistique...)
 - Priorisation des besoins
 - Organisation de la réponse
- Distribution de kits SA (suivant les besoins)

Après 72 hres :

- Suivi
- Evaluation approfondie au niveau des ménages
- Mobilisation de financement

Mécanisme de contingence :

- Prépositionnement
 - Chaque entité devrait un plan de contingence qui comprend les chaînes d'approvisionnement (produits, fournisseurs, etc.)
 - Il y a plusieurs niveaux pour le stockage physique des produits : national, départemental, communale, ménages)
 - L'idéal, c'est que le stockage se fasse au plus bas niveau possible

- Connaissance des standards (panier alimentaire, qualité et variété des semences, etc.) – au debout de la réponse
- Partage des infos sur la capacité en approvisionnement

Rapidité de la réponse

- Un système de collecte de données et de diffusion d'information assez rapide
- Plan de contingence adapté et opérationnel
- Stratégies d'achat de nourriture (possibilité des contrats préétablis avec des fournisseurs potentiels)
- Avoir de moyens de transport efficace
- Renforcement de la sécurisation pendant le transport des produits

Session 2.1. Actions concrètes d'améliorer la coordination du secteur sécurité alimentaire

Préparation :

- Préparer l'ensemble des mécanismes de réponse : plan et stock de contingence, formation des parties présentes, lancement de promesses de coordination, prévention

Leadership :

- Définir un leadership pour diriger et ordonner les interventions
- Définir le lead de l'unité de commande

Rôles et Responsabilités :

- Faire une répartition des tâches avec les autres partenaires pour éviter des duplications
- Partage du domaine d'expertise de chaque acteur
- Délégation des tâches
- Contacter tous les acteurs clés pour définir les tâches

Informations :

- Faire une analyse des informations déjà disponibles sur les risques et la population
- Partager les infos pour faire une synthèse
- Mettre en plan un système de communication (collecte et analyses des infos)
- Evaluation rapide des dégâts

Contacts :

- Identifier les points focaux du secteur
- Faire contact avec les autorités locales
- S'assurer d'avoir la liste des contacts toujours à jour
- Contacter les acteurs présents sur le terrain pour mieux agir
- Contact avec partenaires et échange d'infos sur la crise et la réponse.

Ressources

- Identifier et localiser les ressources disponibles

Session 2.2. Cyclone Matthew et de la Sècheresse

Analyse initiale des besoins au niveau des ménages

Ouragan Matthieu

1. Succès :
 - Analyse initiale conjointe
 - Existence du plan de contingence et des outils d'évaluation des besoins
 - Evaluations basées sur les résultats de l'analyse initiale
 - Questionnaires standardisé (MIRA)
 - Partage des informations
 - Publication des données (OCHA...)
2. Défis :
 - Manque de coordination au niveau de la collecte des données, répartition des zones géographiques).
 - Niveau de dégâts non connu pour les zones non-accessibles
 - Duplication des analyses
 - Partage et accès aux informations
 - Insuffisance des fonds
 - Accès difficile
 - Difficulté de traitement des données
 - Faiblesse de leadership
 - Manque de 3W (qui – quoi – où)
 - Manque de ressources
3. Améliorations
 - Validation rapide des données
 - Mieux coordonner les analyses
 - Utilisation de nouvelles technologies (Drones, tablettes)
 - Meilleure répartition des tâches
 - Formation des acteurs

Sècheresse

1. Succès :
 - Possibilité de faire une analyse approfondie
 - Mise en place d'un système de suivi
 - Mise en place d'une stratégie de réponse et de prévention pour une autre crise
2. Défis :
 - Pas de certitude quand la crise va terminer

Comment avons-nous réagi face à un début lent ou rapide de l'urgence

Matthieu

1. Succès :
 - Présence considérable pour les organisations qui étaient présentes avant l'urgence
 - Pré positionnement et déploiement des équipes
 - Interaction avec les bailleurs et préparation des notes conceptuelles
 - Information préparatoires CPCMA ; abris provisoires
 - Réunions de coordination (COUN – COUD)

- Evaluation rapide
- 2. Défis :
 - Presque toutes les organisations utilisaient leurs propres stratégies en fonction de leurs compétences et de leurs ressources. Il s'est donc passé environ deux semaines avant l'établissement d'une coordination effective.
 - Lenteur dans la coordination
 - Les interventions ont commencé en retard
 - Manque des acteurs humanitaires avec une capacité opérationnelle à un haut niveau
 - Pillage de véhicules de transport d'aides
 - Stock de contingences non pré-positionnés
 - Accès difficile / infrastructures limitée
- 3. Améliorations
 - Anticiper sur la coordination
 - Communications
 - Fonds de contingences
 - Améliorer la stratégie de distribution
 - Sensibilisation de la population

Sècheresse

- 1. Succès :
 - L'observation
 - Comparaison de données statistiques (pluviométrie, récoltes, prix du marché)
 - Collecte et analyse et échange d'information

Ciblage : critères

Matthieu

- 1. Succès :
 - Résultats d'EFSA (ciblages géographique)
 - Répartition géographique des partenaires :
 - Carte de vulnérabilité : zones les plus touchées, maisons plus affectées, infrastructures endommagées
 - Zones d'interventions des partenaires
 - Domaine d'intervention
 - Critères des bénéficiaires
 - Les personnes que sont déplacées (72h)
 - Les femmes enceintes, les vieillards, les handicapés, femmes chef de ménages, les blessés, les orphelins, les personnes malades

Critères dépend du type d'action : distribution de nourriture, cash, coupons, etc.

- Critères de protection (personnes âgées, mobilité réduite, femmes chef, etc.)
 - Critères économiques (salaires agricoles, peu d'accès à la terre, pêcheurs)
 - Partage des listes de bénéficiaires avec autres acteurs pour éviter les doublons
 - Liste des vulnérables fourni par les autres acteurs et la communauté
- 2. Défis :
 - Recensement de la population sinistrée

- Il y avait des communes entières qui ont été exclues sur la bases d'EFSA bien qu'il y eût un taux de l'insécurité alimentaire élevé (et il fallait transporter de l'aide à travers d'eux)
 - Identification des plus vulnérables parmi la population entière qui a été affecté
 - Informations fiables difficile à obtenir
3. Améliorations
- Plus d'implication des organisations des bases et les autres entités dans les communes
 - Plus d'emphases sur les critères de vulnérabilité économique

Sècheresse

1. Succès :
- Ménages vivant essentiellement de l'agriculture
 - Ménages à faible moyens de subsistance (ouvriers, travailleurs journaliers, ...)
 - Les catégories les plus vulnérables (FEA, enfants de moins de deux ans, les handicapés, les vieillards, PCCIH, ...)
 - Ménages à faible score de consommation alimentaire et faible score de diversité
 - Ménages avec enfants MAM ou MAS

Liens entre le ciblage de l'insécurité alimentaire aiguë post-urgence et les mécanismes de protection sociale

Matthieu

1. Améliorations :
- Obtenir la liste des vulnérables du MAST
 - Confronter aux résultats des évaluations
 - Créer des comités de personnes ressources de la zone (personnel de santé, enseignants, ASEC...) afin d'obtenir une liste de vulnérables à travers différents critères de protection sociale

Sècheresse

1. Améliorations :
- Prioriser les ménages ayant les catégories les plus vulnérables (FEA, enfants MAM/MAS)
 - Choisir d'autres ménages qui ont été ciblés comme étant vulnérables mais que ne bénéficient pas du filet de protection en place
 - Adapter les bons du filet à la hausse du cout de la vie due à l'urgence
 - Possibilité d'ajouter d'autres ménages de la liste.

Session 2.3. Cyclone Matthew et de la Sècheresse : Succès/défis/améliorations

Les Cayes :

- L'utilisation du CASH
- Multipurpose Cash » comme modalité d'assistance dans le secteur sécurité alimentaire :
 - Participation des bénéficiaires
 - Participation des autorités locales
 - Suivi et accompagnement des bénéficiaires
 - Implication des partenaires d'ONG nationales

Session 2.4. Défis opérationnels et recommandations en matière des interventions SA

Défis	Recommandations
Sécurité en transport	Plus de communication avec les autorités dans les communes concernées
Sites des distributions inappropriées	Les paramètres bien précis pour la sélection Sensibilisation auprès des bénéficiaires pour rapporter les problèmes
Jonction entre activités ponctuelles et durables	Nouvelle stratégie et meilleurs coordination
Les actions ne sont pas pérennes	Identifier des interventions durables et les baser sur l'accompagnement
Faible durée d'utilisation des kits « aliments ou Cash »	Moyens de substance adéquate
Temps insuffisant pour soigner les interventions	Améliorer le timing dans l'acheminement des ressources pour la mise en œuvre
Manque d'implications des bénéficiaires dans le choix des interventions	Inviter les COB à participer dans les rencontres de coordination Réaliser des rencontres communautaires avant, durant et après la mise en place
Coordination entre partenaires (consortium) manquante	Améliorer planification entre les acteurs en tenant compte des stratégies d'intervention
Défis de la réhabilitation PPI : <ul style="list-style-type: none"> • Attentisme chez les planteurs • Déresponsabilisation des usagers 	Sensibilisation Motivation des usagers
Vouchers – vendeurs	Rendre redevable les vendeurs et prévenir l'exploitation
Non-fonctionnement des BAC pour le suivi des actions de la SA	Disposition de personnel adéquate Disposition de matérielles et outils adaptés
Quantité et qualité des semences	Appui aux producteurs locaux de semences
Carence de semences de qualité	Création des centres de production de semences

Peu d'investissements agricoles dans la période cyclonique	Sensibiliser les producteurs aux bonnes pratiques culturales (choix des parcelles selon le risque) Intégration de variétés à cycle court
Distribution des semences	Renforcement de la capacité de stockage des producteurs (Association de planteurs)
Stockage des semences et des vivres	Encourager à construire des stocks familiaux ou communautaires Choix de semence à stocker
Cash : Manque ou faible capacité des institutions financières pour faciliter les distributions de cash	Interagir avec les institutions sur les possibilités de partenariat.

Notes de l'atelier à Gonaïves

Session 1.1. Ouverture

Après un mot de bienvenue, les participants, l'agenda et les objectifs de l'atelier ont été présentés.

Session 1.2. Coordination en Haïti

M. Ernest-Moise Mushekuru a fait une présentation brève sur l'architecture de coordination multisectorielle sous la structure « DPC » et sur les mécanismes de coordination menée par la CNSA aux niveaux nationaux et départementales.

Session 1.3. Coordination opérationnelle du secteur dans les opérations d'urgence récentes La coordination sectorielle (SA) au niveau des départements :

Quels étaient les forces / les faiblesses dans la coordination du secteur SA ?

Forces

- Volonté de la coordination en amont avec le COUD.
- Dynamise DPC-NO.
- Partage d'info (évaluation conjointe, existence d'outils commun
- Partage de doc- Existence plan de contingence.
- Participation dans les évaluations organisées par la DPC
- La DPC a fait des alertes aux divers partenaires et contacté les diverses antennes communautaires pour collecter des infos, elle a organisé des rencontres avec divers acteurs (TPTC, MSPP, MARNDR, MPCE, ONG...)
- Partage de doc-officiel permettant de justifier les activités
- Tables sectorielle SAME(NO)
- Existence et suivi d'un panier alimentaire.
- Présence des OBSAN au niveau départemental
- Coordination de l'évaluation des dégâts (CNSA/DPC)
- Présence et intervention des acteurs de la SAN.

Faiblesses

- Manque de support log (DCP)
- Fond de prépositionnement - procédure plus lourde ?
- Manque de capacité de collectivités locales (AC+SE).
- Manque d'appui au niveau central (coordination, moyens.
- Manque de suivi post catastrophe à travers les tables sectorielles qui ne sont pas toujours optimum.
- Faible connaissance des partenaires du plan de contingence.
- Financement de la TS.
- Disfonctionnement de la TS Artibonite.
- Manque de coordination au niveau centrale (PAP).
- Partage et coordination OBSAN et DDA (NO)
- Absence de Cluster SAN

- Absence d'une instance de coordination humanitaire dans le grand Nord.
- Négligence de la réponse du grand Nord

Quels types de support recommandez-vous pour assurer une meilleure coordination opérationnelle du secteur SA ?

- Renforcement du COUD et une structure active multi-acteur
- Renforcement de l'aspect communication
- Renforcement des moyens logistiques (COUD et communes)
- Partage de la base de données des volontaires existant au niveau de la DPC et formation continue hors période cyclonique
- Réfléchir sur la tenue permanente des tables sectorielles
- Financement des Tables Sectorielles pour l'état.
- Diversification du panier alimentaire (ajustement /département).

Liens entre humanitaire et développement du secteur SA :

a. Quels sont les liens ?

- Les deux sont imbriqués
- Dans les deux cas l'implication des AL est obligatoire au même niveau
- Vulnérabilité des bénéficiaires (ciblage...)
- Relèvement des moyens d'existence (recapitalisation cheptel, infrastructure agricole, semences, etc.)
- Croisement entre les ménages supportés dans la réponse avec ceux de la liste HPVI
- CASH transfert (multi modal)
- Prise en charge SMIN
- Centre d'abri
- Distribution kit alimentaire et hygiénique
- Services gratuits de soins médicaux
- Activités HIMO
- Distribution (outils, intrants agricoles et pêches, coupons alimentaires
- Réhabilitation des infrastructures (piste agricole...)

b. Comment est-ce qu'on peut améliorer la collaboration entre l'urgence et le développement ? Que recommandez-vous ?

- Déterminer un temps pour l'humanitaire (Éviter que les programmes d'urgence ne durent plus qu'un an).
- Durabilité des actions au cœur des réflexions (urgence et développement)
- Meilleure coordination entre urgence/Développement des bailleurs.
- Enchaînement des réponses choc aux relèvements.
- Mise en place de plans de réponse adaptés aux zones et aux types de choc.

Session 1.4. Préparation aux urgences au niveau sectoriel

A. Identifier les priorités (en matière de sécurité alimentaire) aux premières heures d'une situation d'urgence

- Activation du plan de réponse
- Organisation de réunions de coordination
- Evaluation rapide de la situation et des besoins :
 - Identification des personnes affectées, des pertes, des besoins, des ressources disponibles sur place avec les partenaires, stocks de prépositionnement)
 - Identification des voies d'accès
 - Enregistrement des familles (inclusion)
 - Accès à la nourriture, eau potable
- Elaboration et diffusion du rapport d'évaluation aux autorités concernées, les acteurs humanitaires et autres.....

B. Identifier les activités de préparation (plan de contingences, système d'alerte précoce, etc.) qui sont – ou ont été – entreprises en Haïti.

- Elaboration du plan de Contingence
- Système d'alerte précoce
- Collecte et traitement des données
- Définition des rôles et responsabilités des acteurs
- Inventaire des ressources disponibles
- Etablissement d'un plan de communication, sensibilisation du public, diffusion des informations (radio, posters, télévision, Flyers, Rassemblement, mégaphones)
- Abris et évacuation
- Identification des zones à risque
- Mise en place de stocks de prépositionnement
- Formation des acteurs / SIMEX
- Mise en place d'outils et équipes pour évaluer
- Pré-stockage des produits
- Identification des sites de stockage
- Identification des acteurs
- Ciblage des personnes affectées
- Calcul des besoins
- Analyse des moyens de distribution

C. Sur la base de vos réponses à B, quelles activités nous ont permis de répondre rapidement aux priorités identifiées en partie A ?

- Evacuation des victimes à partir des ressources pré-positionnées
- Pré-stockage des produits
- Identification des acteurs
- Analyse des moyens de distribution

D. Quelles actions est-ce que vous recommandez pour mieux réagir aux besoins SA à la prochaine urgence ?

- Meilleure implication des communautés dans la préparation et réponse aux crises

- Mobilisation réelle des stocks de contingences
- Renforcement des capacités opérationnelles des partenaires locaux.
- Assurer que toutes les zones affectées soient touchées par la réponse (île de la Gonâve / île de La Tortue)
- Améliorer la coordination entre les différents acteurs
- Entreprendre des actions pour augmenter la production (céréales et légumes)
- Former les gens sur la technique de traitement de l'eau et leur fournir les intrants nécessaires en coordination avec le secteur Eau, Hygiène et assainissement.

Session 2.1. Actions concrètes d'amélioration de la coordination du secteur SA

Structures

- Restructuration des observatoires et création des structures de coordination dans les communes et sections-communales en cas de grandes urgences
- Constitution d'un GTSAN local
- Plan stratégiques départemental SAN
- Mise en place d'un système favorisant le lien fonctionnel entre l'OBSAN et DDA
- Redynamisation du cadre de coordination SAN départemental
- Actualisation des stratégies des interventions partenaires
- Mise en place d'un BAC par commune dans le Bas-NO

Organisation du processus

- Etablir les dates et fréquence des réunions.
- Organisation des réunions mensuelles avec tous les acteurs du secteur
- Calendrier régulier de réunion des acteurs

Outils & Données

- Outils de ciblage harmonisé et suivi régulier et rigoureux
- Rendre disponible des outils de ciblage
- Disponibilité des données géoréférencées des ménages vulnérables
- Remontée régulière des données SAN sur les interventions à travers TS ou OBSAN (CNSA)

Gouvernance

- Améliorer la gouvernance du secteur
- Implication (obligatoire) de la CNSA dans les actions de validation
- Implications des OSA dans le suivi des activités
- Impliquer les organisations de la société civile

Session 2.2. Réponse au Cyclone Matthieu (Groupe 1)

Evaluations des besoins :

Comment avez-vous coordonné avec les autres acteurs de secteur SA ?

- DDA- Tables sectorielles de coordination
- Collaboration des partenaires
- Elaboration du rapport d'évaluation (non partagé avec les partenaires)

- Participation dans les évaluations organisées par la DPC
- La DPC a fait des alertes aux divers partenaires et contacté les diverses antennes communautaires pour collecter des infos

Comment vous êtes-vous coordonnées avec les autres secteurs (évaluations multisectorielles) ?

- DPC, Activation du COUD
- Missions conjointes
- Délégation de tâches aux partenaires dans les zones affectées
- La DPC a organisé des rencontres avec divers acteurs (TPTC, MSPP, MARNDR, MPCE, ONG...)
- Mise en place de commission multisectorielle pour faire des évaluations

Quelles leçons retenir ?

- Interférences politiques dans la réponse
- Missions conjointes
- Existence d'outils d'évaluation (IPC)
- Bonne collaboration des acteurs doit continuer
- Une implication multisectorielle a permis une évaluation plus efficace couvrant divers secteurs
- Assurer la participation des secteurs dans les évaluations
- Les contacts avec les antennes communautaires donnent accès à des infos plus fiables.

Ciblage :

Quels critères ont été appliqués ?

- Usage des indicateurs FANTA
- Perte de maison (partielle ou totale)
- Ménage avec mère-leader
- Ménage avec personnes âgées et/ou handicapés
- Perte de bétail, cultures
- Indicateurs spécifiques
- Zonage (poche de vulnérabilité SAN, PI et PPI impactés)
- Méthode « frequency list » à base communautaire

Quels liens avez-vous fait entre le ciblage de l'insécurité alimentaire aiguë post-urgence et les mécanismes de protection sociale ?

- Relèvement des moyens d'existence (recapitalisation cheptel, infrastructure agricole, semences)
- Croisement entre les ménages supportés dans la réponse avec ceux de la liste HPVI
- CASH transfert (multi modal)
- Prise en charge SMIN
- Dans les centres d'abri : distribution kit alimentaire et hygiénique et services gratuits de soins médicaux
- Activités HIMO : distribution (outils, intrants agricoles et pêches, coupons alimentaires) et réhabilitation des infrastructures (piste agricole...)

Session 2.2. Réponse à la Sècheresse (Groupe 2)

Evaluation des besoins :

Comment avez-vous coordonné avec les autres acteurs de secteur SA ?

- Alerte à l'Insécurité Alimentaire lancée par CNSA.

- Réunion de coordination avec les acteurs.
- Étude /Mesure de l'impact sécheresse (Etude HEA/AEM, Formation des acteurs sur l'HEA.)
- Évaluer la situation (eau potable, production agricole).
- Analyser la Pluviométrie, prix des aliments.
- Identifier les zones les plus touchées.
- Alerte par CNSA.
- Réunion partenaires /DDA, DDS, autorités locales.

Comment vous êtes-vous coordonnés avec les autres secteurs (évaluations multisectorielles) ?

- Formation des propositions de projets/Interventions.
- Evaluation multi sectorielle
- Impact sur ressources en eau (H2O).

Quelles leçons retenir ?

- Déficit de coordination multisectorielle.
- Manque d'implication des autorités locales dans les évaluations.
- Contrainte Bailleur sur Nécessité D'aller vite.
- Sécheresse chronique /structurelle : Les réponses doivent être structurelles.
 - On a eu la possibilité de faire une analyse approfondie.
 - Mise en place d'1 système de suivi.
 - Mise en place d'une stratégie de réponse et de prévention pour une autre crise.
- Interférences politiques dans la réponse
- Missions conjointes
- Existence d'outils d'évaluation (IPC)
- Bonne collaboration des acteurs doit continuer
- Une implication multisectorielle a permis une évaluation plus efficace couvrant divers secteurs
- Assurer la partition des secteurs dans les évaluations
- Les contacts avec les antennes communautaires donnent accès à des infos plus fiables.

Ciblage

Quels critères ont été appliqués ?

- Ménages affectés par sécheresse (Pertes de récolte et de bétails).
- Ménages ayant moins de 0.5 ha.
- Ménages ayant au moins 5 têtes de Petits bétails et dépourvus de gros bétail.
- Ménages ayant 1 Habitat précaire (taille élevée)
- Ménages ayant une majorité de membres inactifs (Agés, FE, FA)

Quels liens avez-vous fait entre le ciblage de l'insécurité alimentaire aiguë post-urgence et les mécanismes de protection sociale ?

- Relèvement des moyens d'existence (recapitalisation cheptel, infrastructure agricole, semences, etc.)
- Croisement entre les ménages supportés dans la réponse avec ceux de la liste HPVI

- CASH transfert (multi modal)
- Prise en charge SMIN
- Centre d'abri
- Distribution kit alimentaire et hygiénique
- Services gratuits de soins médicaux
- Activités HIMO
- Distribution (outils, intrants agricoles et pêches, coupons alimentaires)
- Réhabilitation des infrastructures (piste agricole...)

Réponse :

Comment avons-nous réagi face à l'urgence assignée à votre groupe ?

- Assistance Humanitaire (Création Emploi CVFW 50-60% P.A pendant 3 mois).
- Appui à la Relance Agricole (Semences, Formations, Irrigation, Subvention).
- Appui à la Recapitalisation du Cheptel (campagnes de soins vétérinaires/formations).
- Méthode « frequency list » à base communautaire
- Cash Transfer, Cash for work
- Distribution coupon alimentaire.
- Distribution de semences sur les PPI.
- Réhabilitation (aménagement des PPI).
- Infrastructure de stockage de l'eau.
- Aménagement et gestion de bas-fonds.
- Captage d'eau potable.
- Amélioration de cheptel (production et conservation de fourrage).
- Promotion moringa (production/conservation).

Session 2.3. Cyclone Matthew et de la Sècheresse

L'utilisation du cash dans les interventions de SA

Succès

- Accès rapide aux aliments.
- Respect de la dignité de la personne (gout...)
- Augmentation de la fréquence de consommation des aliments (diversification).
- Distribution de cash en période de soudure.

Défis

- Utilisation du cash a d'autres fins
- Ressources limitées
- Ciblage des vulnérables (vrais) face à la pression des politiques.
- Fait augmenter les prix locaux (rare)

Comment améliorer

- Création d'1 comite de ciblage (implication de tous).
- Plus de ressources à mobiliser
- Sensibilisation communications

- Base de données fiables (ciblage).
- Enquête et conquête pour identifier les vrais vulnérables.

Multipurpose cash dans la SA

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> -Respect de la dignité du ménage -Pas effet inflationniste sur les produits alimentaires (ou autres). -Rapidité de l'intervention. 	<ul style="list-style-type: none"> -Orientation du cash à des consommations - pas en lien avec la SAN. -Difficulté d'évaluer et de quantifier l'effet /impact. -Difficulté d'orientation du cash à un objectif spécifique. -Problème d'insécurité. -plus de corruption et risque de mauvais ciblage. -Pas de contrôle sur la qualité et la quantité de l'aide.
<p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> -Utilisation de la technologie pour les transferts (ex : TPAGO) -Utilisation des IMF locales. -Révision et application du panier dans le montant à donner. 	

Quelles actions pourriez-vous recommander au Cash Working Group pour faciliter les opérations de cash dans les situations d'urgence

- Harmonisation des méthodes de ciblage.
- Harmonisation du système de rémunération /CFW.
- Raccourcir le processus de mise en œuvre des interventions CFW /MARNDR.

Notes de l'atelier à Port-au-Prince

Session 1.1. Ouverture

Après un mot de bienvenue par le Coordinateur de la CNSA M. Harmel CAZEAU, les participants, l'agenda et les objectifs de l'atelier ont été présentés.

Session 1.2. Coordination en Haïti

En raison d'un début tardif, la session a été éliminée.

Session 1.3. Coordination opérationnelle du secteur dans les opérations d'urgence récentes La coordination sectorielle (SA) au niveau des départements :

Quels étaient les forces / les faiblesses dans la coordination du secteur SA ?

Forces

- Existence de la structure à différents niveaux : CNSA, OBSAN, TS
- Existence d'un rôle de monitoring/surveillance dialogue (partielle) OSC
- Existence d'une réflexion de réforme (ONASAN, CONASSAN)
- Applications des leçons apprises des autres crises
- Disponibilité de l'aide
- Disponibilité des informations
- Collecte d'informations dans les zones affectées
- Activations du COUN / COUD / COUC
- Support logistique et bonne coordination
- RH Qualifiées
- Disponibilité et circulations des produits alimentaires
- Cellule de coordination
- Système décentralisé de coordination
- Cadre de références de classification (IPC)
- Existence de panier alimentaire
- Communication/Informations
- Bonne coordination entre CNSA et DPC
- Existence du système d'alerte précoce sous le GTSAN.
- Mobilisation rapide des fonds
- Table sectoriels / GTSAN

Faiblesses

- Faible capacité de coordination opérationnelle de CNSA
- Fonctionnement partielle (entre zones)
- Gap de coordination entre Sec al. / Sec. Nutr.
- Problème structurel et statutaire à gérer le SAN en tant que problème multisectorielle
- Manque de synergies entre ministères -> duplications
- Retard dans la distribution des vivres
- Manque d'harmonie entre les entités étatiques et les ONG concernant les plans de réponses aux urgences
- Manque de coordination au niveau central (entre les acteurs)

- Très peu de complémentarités entre les secteurs (WASH, SAN, Santé, Shelter)
- Manque de vulgarisation du plan de contingences
- Méconnaissance de certains acteurs du contexte local
- Manque de collaboration avec les structures locales
- Indisponibilité des semences locales (pas de banque de semences)
- Manque d'autonomie
- Manque de moyens (OBSERVATOIRES)
- L'harmonisation des données (SA) / désagrégées
- Coordination / déploiement des acteurs
- Harmonisation relation CNSA au niveau central
- Renforcement des GTSAN
- Méthodologie de ciblage

Quels types de support recommandez-vous pour assurer une meilleure coordination opérationnelle du secteur SA ?

- Renforcement CNSA (Statutaire, rôle de coordination multisectorielle, budget stable)
- Mise en place de la réforme de CNSA
- Renforcement CNSA au niveau départemental
- Respecter les accords de réponses
- L'harmonisation des critères de réponses
- Dissémination du plan national de réponse aux urgences
- Renforcements des structures étatiques
- Mise à jour du plan de contingence
- Renforcer les réunions intersectorielles
- Amélioration de la coordination entre observatoires et les DDA
- Actualisation des plans de contingences
- Centralisation du déploiement des acteurs
- Besoin d'une meilleure coordination des bailleurs de fond
- Une coordination multisectorielle (SNSA/MSPP / DPC...)

Liens entre humanitaire et développement du secteur SA :

Quels sont les liens ?

- L'humanitaire fournit les données au développement
- Ressources humaines
- Secteur de relèvement rapide
- Renforcement de la résilience communautaire
- Appropriation des connaissances par les partenaires locaux

Comment est-ce qu'on peut améliorer la collaboration entre l'urgence et le développement ? Que recommandez-vous

- Gouvernement : Doit avoir une stratégie que prend en compte vulnérabilité et potentialités
- LRRD : synergie réelle entre acteurs humanitaires /développement.
- Gouvernement : Doit s'impliquer aussi dans la réponse d'urgences comme input à considérer dans les politiques de développement
- Introd. de fonds de contingences dans les programmes du gouvernement.

- Engagement du gouvernement dans la réponse politique réelle d'urgence
- Renforcer les structures de gestion des risques et de désastre
- Renforcer les capacités de la société civile (i.e. les organisations de base)
- Intégration des plans DDR dans les programmes de développement.
- Equilibrer les actions d'urgences et relèvement

Session 1.4. Préparation aux urgences au niveau sectoriel

A. Identifier les priorités (en matière de sécurité alimentaire) aux premières heures d'une situation d'urgence

- Ciblage des zones
- Analyse de besoins
- Réponse rapide : kits alimentaire, abris, transferts cash, protection, eau potable, kits hygiène
- Collecte de données
- Identifier les stocks prépositionnels
- Participer aux réunions de coordinations des acteurs (multisectorielles)
- Ou sont les victimes, quels sont leurs besoins, accessibilité zones
- Besoins alimentaires ; eau potable, kit hygiène, accès assainissement
- Coordination opérationnelle
- Réponse rapide -> sauver les vies
- Déclenchement de l'alerte
- Evaluation rapide des impacts du choc/besoins
- Coordination autorités et partenaire (qui, quoi, où)
- Mobilisation des fonds
- Ciblage micro (ménage)
- Action en fonction du type de choc

B. Identifier les activités de préparation (plan de contingences, système d'alerte précoce, etc.) qui sont – ou ont été – entreprises en Haïti.

1. Consultations des plans de contingences
2. Alerter et sensibiliser la population de la crise qui arrive et les actions à prendre
3. Partage les documents existants de sensibilisation avec les EIC et partenaires locaux
4. Simex
5. Mapping des zones vulnérables
6. Prépositionnement de stocks
7. Plan de contingence
8. Système de coordination multi acteur
9. Système d'alerte précoce
10. Budget prévisionnel et Transfer d'argent
11. Renforcement capacités locales (CCB, DPC)
12. Plan contingence
13. Stock contingence
14. Simex
15. Communication, sensibilisation, éducation
16. Coordination : COUN, COUD, COUC, COUL
17. Système d'alerte précoce

18. Surveillance IPC
19. Mise en place des COUD
20. Cartographie vulnérabilité te acteurs
21. Approche résilience
22. Capitalisation analytique
23. L'analyse économique des ménages (HEA)
24. SIMAST
25. Outils de diagnostic multisectoriel (DPC)

C. Sur la base de vos réponses à B, quelles activités nous ont permis de répondre rapidement aux priorités identifiées en partie A ?

- Accès à une base de données délimitant déjà les couches à forte sensibilité
- Vérification des personnes (leur situation) dans la liste des couches à forte sensibilité
- Analyses approfondies pour identifie les plus touchés
- Identifier et mobiliser les fonds de contingence
- Partage transparente été collaborateur des documents existants à travers les groupes de coordination
- Mapping des zones vulnérables
- Plan de contingence
- Communication, sensibilisation, éducation
- Prépositionnement de stocks de contingence
- Système national de gestion des risques / désastres
- HEA /IPC
- Rapport de capitalisation
- SIMAST
- TS
- SIMEX

D. Quelles actions est-ce que vous recommandez pour mieux réagir aux besoins SA à la prochaine urgence ?

- Se coordonner avec les structures étatiques
- Partager les outils/rapports « exemplaires »
- Aux acteurs pour rendre plus cohérentes les analyses
- Bien canaliser et orienter les communications au sein des secteurs
- Améliorer le system de ciblage
- Prendre en compte la protection (harmonier les critères ; utiliser la base de données MAST
- Actualiser les ressources et potentialités des zones (voir CNSA)
- Etendre l'utilisation des technologies (réseaux ; sociaux ; tablettes ; sms)
- Harmoniser le panier entre les intervenants
- Renforcer l'implication de la société civile (appropriation, capitalisation et utilisation des bonnes pratiques dans les plans futurs)
- Formation continue des acteurs humanitaires et engagement soutenu pour une transition harmonisée entre urgence et développement
- Améliorer, diffuser cartographie vulnérabilités et acteurs
- Améliorer système de diffusion
- Améliorer coordination
- Prépositionnement stock contingence
- Inclusion d'un budget contingence avec validation bailleur initiale

- Continuer renforcement capacités locales incluant RH et finance (plan contingence local)
- Amélioration plan contingence départemental - préparer avant juin (4W : qui fait quoi ou quand)
- Guidelines pour : diagnostic par secteur ; ciblage (types de choc)
- Mise à jour - plan de contingence
- Mise à jour du panier
- Capitaliser et divulguer les leçons apprises
- Prise en compte des chocs dans les PCD
- Plaidoyer pour influencer la politique de certain bailleur sur le financement des urgences

Session 2.1. Actions concrètes d'amélioration de la coordination du secteur

Gouvernance :

- Implication partenaire/OCB/structures locales dans la gouvernance de la SA
- Renforcement de CNSA (finance, technique, RH...)
- Meilleure gouvernance du secteur SA ; renforcer le leadership de l CNSA
- Formation CNSA -> module pour les acteurs humanitaires
- Définir le statut de CNSA
- CNSA intégrer réunion DPC Phase préparatoire
- Autonomie CNSA
- Statut CNSA ou Coo SAN au-dessus ministères spécifiques

Communication

- Amélioration communications : CNSA centrale et observatoire
- Plateforme – échange/communications entre les acteurs
- Diffusion à tous les niveaux : central, départemental, local)
- Communication projets d'étude ou évaluation pour possibilité d'action collective
- Dissémination plan national de sécurité alimentaire
- Renforcer la communication interactive
- Système d'info en place pour partenaires intervenant dans S.A.

Outils & données

- Revoir outils de collecte des données (3W -> 6W) d'OCHA
- Mise à jour régulière du 4W et diffusion
- Matrice 3W mise à jour
- Plan de contingence actualisé
- Outils et méthodologies d'évaluation uniformisés rapportage
- Base de données fiable des acteurs du secteur
- Approches de ciblage uniformisées

Processus de coordination

5. Organisation régulière / GTSAN -> planification CNSA
6. Définir conjointement un plan stratégique annuel
7. An animateur charge de la réunion mensuelle du secteur
8. Mise en place d'une structure multisectorielle permanente

Budgets / Ressources

- Redimensionnement RH CNSA (avec budget sécurisé)
- Sécuriser budget pour coordination nationale et locale
- Système d'inventaire actualisé pour stock disponibles

Formation & Leçons

- Mise en œuvre et suivi des recommandations de l'atelier capitalisation

Rôles et responsabilités

- Au niveau central, clarifier rôles et responsabilités pour la coordination
9. Elaboration de calendriers périodiques des rencontres SA

Session 2.2. Cyclone Matthew et de la Sècheresse

Analyse initiale des besoins au niveau des ménages

Ouragan Matthieu

- Premières données fournies par le surge team (OFDA)
- Réunion de coordination au niveau national et départemental -> maire, délégué, ONG
- Cluster de coordination
- Matrice : 4W
- Partage des évaluations et informations au cours des réunions de coordination
- Etudes de marché
- Etablissement d'une base de données
- Participation à l'évaluation des besoins avec l'activation des COUD
- Activation des observatoires -> GTSAN – 4W – Bulletin- > rencontres
- Bonne collaboration entre partenaires (Nord-Ouest)
- Identification/classification des besoins
- Synergie des acteurs – l'évaluation des besoins
- Inefficacité des stratégies de réponses (les ménages très touchés – inaccessibles)
- Retard de la transmission des informations
- Duplication des évaluations
- Non-harmonisation des outils et méthodologie

Sècheresse

- Contact des autorités locales, le BAC, et activation de la TS
- La Table Sectorielle sert d'espace d'interaction
- Duplications des actions par manque de coordination entre les acteurs

Ciblage : critères

Matthieu

- Zones plus touchées
- Degré de vulnérabilité
- Niveau d'affectation (Perte de l'agricole, cheptel, pêche...)
- Ménages à besoins spéciaux (femme enceintes, allaitantes, vieillards, handicapés)
- Personnes n'ayant participé à d'autres programmes

Sècheresse

- Niveau de vulnérabilité
- Dimension de genre
- Personne à mobilité réduites
- Application des critères HEA
- Méthodologie de la frequency list
- SIMAST

Réponse

Matthieu

1. Succès :
 - Mobilisation des acteurs
 - Communication DPC (évolution de la crise)
 - Existence d'un plan stratégique
 - Cash transferts
 - Cash for Work
 - Création et réhabilitation des voies d'accès
 - Distribution des kits d'hygiène, d'eau potable
 - Foires semenciers
2. Défis :
 - Réponse à temps
 - Collaboration acteurs et autorités locales
 - Redevabilité (feedback communautaire)
 - Organisation de la réponse (coordination et opérationnalisation)
 - Méfiance entre les acteurs
3. Améliorations
 - Actualisation des plans de contingence
 - Renforcement du leadership d'intervention
 - Développer/renforcer la synergie entre les acteurs

Sècheresse

1. Succès :
 - HEA – Cartographie des zones vulnérables
 - Réponse multisectorielle (accès à l'eau, relance agricole, cash transfert)
 - Protection des bassins versants
 - Livelihoods (petit élevage, production intensive de légumes)

Session 2.3. Cyclone Matthew et de la Sècheresse : Succès/défis/améliorations :

1. L'utilisation du Cash

- Coupons pour FFV – meilleur impact sur indicateurs SA/Nut
- Insuffisant FCS/HDDS
- Achat de bens pour reconstituer les actifs ou la consommation
- Défi : possession pièce ID
- Coupons : (valeur monétaire commue) : Défis : relation de pouvoir des fournisseurs (qualité, quantité, bénéfice limité)
- Trois utilisations principales : Cash pour intrants ; Cash pour petit commerce ; cash pour construction/réhabilitation
- Succès : transmission rapide des cash
- Défis : capacité limitée des partenaires finance
- Amélioration : Contrat préétabli ; amélioration des capacités financières

2. Multipurpose Cash dans la SA

- Basé sur le panier alimentaire et destine à couvrir des besoins alimentaires, équipements, semences, matériaux de construction, soins médicaux, éducation, bétail...
- Utilisation :
 1. Aliments – 70% à 80%
 2. Ecolage
 3. de HEA
- Réparation maison, santé, assets/intrants
- Cash non-conditionnel : défis : existence de fournisseurs dans les zones d'accès difficile ; cash surdimensionné causant un gaspillage et dépenses non bénéfiques pour la santé ou pour résoudre les problèmes prioritaires ; paiement dettes

3. Quels acteurs ont été impliqués dans ces opérations ?

- ONG, BAC, DDA, OCB, Bailleurs, IMF (en 4-6% des cas)
- Producteurs de semences
- Magasins (matériaux de construction)
- Dépôts (produits alimentaires)
- Institutions de finance et de microfinance
- Coopératives
- Téléphonie mobile / opérateurs mobiles (Digicel, etc.)
- Agences multiservices (imprimeries...)
- Société civile
- Autorités locales
- Organisations de base
- La police
- L'église

4. Quels acteurs auraient dû jouer un rôle mais n'ont pas été impliqués ? Pourquoi ?

- Potentiels bénéficiaires (faciliter les opérations et des bénéficiaires)
- Leaders communautaires (meilleur ciblage)
- RAS, CWG, IMF

- Le manque des IMF sur e terrain - réduit la capacité de distribuer des fonds de manière responsable
- MAST (coordination, régulateur, suivi)

5. Quelles actions pourriez-vous recommander au Cash Working Group pour faciliter les opérations de cash dans les situations d'urgence ?

- Identification des bénéficiaires potentiels
- Adapter le système de transfert via mobile
- Eduquer et communiquer le mécanisme du programme
- Capitalisation
- Diffusion de SOP/standardisation
- Harmonisation des montants (CFW ; % panier alimentaire ; salaire minimum)
- Base de données IMF
- PDN standard
- Succès : Permet de toucher un grand nombre de personnes
- Augmenter la capacité opérationnelle des partenaires

Annexe A. Agenda des ateliers

Heure	# de Session	Activités
JOUR 1		
09h00 – 09h20	1.1.	Mot de bienvenue Présentations des participants Présentation des objectifs et de l’agenda et le processus de l’exercice
09h20 – 09h45	1.2.	Présentation : <ul style="list-style-type: none"> • L’architecture de coordination multisectorielle sous la DPC Structure • Mécanisme place au niveau de la CNSA (Nationale et départementale)
09h45 – 10h45	1.3.	Coordination opérationnelle du secteur
10h45 – 11h00		Pause-Café
11h00 – 13h00		Session 1.3. (suite)
13h00 – 14h00		Déjeuner
14h00 – 14h45		Restitution de la Session 1.3.
14h45 – 15h30	1.4.	Préparation aux urgences au niveau sectoriel : Succès/défis/bonnes pratiques
15h30 – 15h45		Pause
15h45 – 16h30		Restitution de la Session 1.4.
16h30		Clôture
JOUR 1		
09h00 – 09h20	2.1.	Actions concrètes d’améliorer la coordination du secteur sécurité alimentaire <ul style="list-style-type: none"> • Recommandations des participants
09h20 – 10h30	2.2.	Cyclone Matthew et de la Sècheresse : Succès/défis/améliorations en matière de : <ul style="list-style-type: none"> • Analyse initiale des besoins au niveau des ménages • Comment avons-nous réagi face à un début lent ou rapide de l’urgence • Ciblage : critères

		<ul style="list-style-type: none"> • Liens entre le ciblage de l'insécurité alimentaire aiguë post-urgence et les mécanismes de protection sociale
10h30 – 10h45		Pause-Café
10h45 – 11h30		Restitution de la Session 2.2.
11h30 – 13h00	2.3.	<p>Cyclone Matthew et de la Sècheresse : Succès/défis/améliorations</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation du CASH et « Multipurpose Cash » comme modalité d'assistance dans le secteur sécurité alimentaire : <ul style="list-style-type: none"> ○ Participation des bénéficiaires ○ Participation des autorités locales ○ Suivi et accompagnement des bénéficiaires ○ Implication des partenaires d'ONG nationales
13h15 – 14h00		Déjeuner
14h00 – 14h30		Exercice de coordination
14h30 – 15h30		Restitution de la Session 2.3.
15h30 – 15h45		Pause-Café
15h45 – 16h30	2.4.	Défis opérationnels et recommandations en matière des interventions sécurité alimentaire
15h00 – 15h45		Pause
15h45-16h45		Restitution travaux en groupe
16h45		Mot de remerciement aux participants